

## INTERVIEW

DROITS D'AUTEUR

## « Valoriser la valeur »

Entretien : Luc Caregari

**Juste avant les journées luxembourgeoises de la propriété intellectuelle, le woxx s'est entretenu avec Romain Jeblick, secrétaire général de Luxorr (Luxembourg Organization for Reproduction Rights).**

**woxx : Pouvez-vous nous expliquer en quelques mots qui est et que fait Luxorr ?**

**Romain Jeblick :** La Luxorr gère les droits de reproduction classiques, comme la photocopie physique tirée de livres, magazines, journaux mais aussi de sites internet qu'on imprime. D'un autre côté, on s'occupe aussi de la reproduction faite par numérisation - un scan en anglais - qui est utilisé de plus en plus fréquemment, par des employés par exemple, qui envoient ces matériaux à leurs collègues par intranet. Pour être complet, il faut mentionner aussi le droit de prêt public qui concerne certaines bibliothèques. Ceci est une licence légale - par opposition aux licences volontaires qui concernent les autres facteurs qui ont été instaurées par une décision ministérielle. Les bibliothèques concernées paient une petite somme fixe par client inscrit dans leurs registres. Nous sommes donc concernés par tout ce qui est texte ou image et dans ce sens complémentaire d'autres structures comme la Sacem dans l'audio et l'Algoa dans l'audiovisuel. Une structure gérant les droits voisins - pour les interprètes de textes et d'images qui ne sont pas les leurs - est en train de se former aussi.

**Combien de firmes privées utilisent vos licences ?**

Des sociétés comme la Luxorr nécessitent un certain temps pour commencer à fonctionner. A travers les expériences à l'étranger, on sait que cela peut prendre quatre à cinq ans. En juin, nous existerons depuis quatre ans et dans le secteur privé nous avons signé une centaine de licences. Principalement avec des grandes structures. L'octroi des licences passe par des contrats-cadres que nous signons avec des fédérations comme l'ABBIL, la Fedil ou encore des hôpitaux. Nous pouvons dire que - même si tout le monde n'a pas signé - nous avons des licences pour les acteurs qui importent le plus.

**Et dans le secteur public ?**

Nous avons deux ou trois secteurs publics au Luxembourg : l'Etat, les communes et les institutions publiques. Nous avons signé une licence concernant la reproduction digitale de la presse avec la commission européenne. Pour le reste, les photocopies classiques, nous sommes en train de définir des contrats-cadres avec l'Etat - cela dure à cause des acteurs multiples qui agissent dans ces institutions - mais l'avantage sera qu'une fois ces négociations scellées, le secteur entier sera couvert.

**Comment Luxorr se finance-t-elle ?**

Par les redevances que nous percevons. Nous en donnons une partie aux auteurs qui sont inscrits chez nous et le reste finance l'administration. Même si je ne peux pas vous donner des chiffres exacts, je confirme que le bilan de Luxorr ne va pas dans le rouge et que nous commen-

çons au long de cette année 2009 à payer les auteurs.

**Combien d'auteurs, écrivains ou journalistes sont devenus membres chez vous ?**

Environ une centaine. Même s'il ne faut pas oublier les éditeurs.

**Que pouvez-vous leur garantir ?**

Au fond rien. Tout ce que nous pouvons faire c'est gérer les droits des auteurs et des éditeurs qui nous mandatent. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit de licences volontaires, donc sujettes à une négociation préalable. Nous négocions avec les utilisateurs et ce que nous tirons de cela sera distribué aux auteurs. Nous ne pouvons pas en ce moment aller jusqu'à faire un procès, même si nous pouvons fournir une assistance légale. Si un utilisateur enfreint la loi, nous pouvons intervenir et le faire savoir. Nous pensons également à la possibilité d'un procès de jurisprudence. Mais dans le cas par cas concret, nous ne pouvons rien faire. Par contre, la mission d'une société qui gère des droits d'auteurs n'est pas seulement d'encaisser, mais aussi et surtout de sensibiliser le public à la valeur de l'information dans une société du savoir. Nous sommes là pour garantir les droits des créateurs, par exemple si vous écrivez un article et que quelqu'un le copie, nous garantissons qu'il vous demandera l'autorisation. Si cela se fait dans le cadre d'une licence payante, nous vous paierons vos droits. Nous ne pouvons que garantir que cela se passe bien.

**Comment fonctionne la rémunération des auteurs ?**

Comme déjà mentionné, des sociétés comme la nôtre ont besoin de quatre ou cinq ans pour fonctionner correctement, pour collecter assez de fonds pour payer ses auteurs. En 2009, nous pourrions payer les redevances pour 2007. La hauteur des rémunérations est calculée en fonction de la distribution des oeuvres et dépend aussi de nos dépenses administratives. Ces dernières sont réduites en fonction de notre succès : si nous avons plus d'auteurs et d'utilisateurs, la part des auteurs et éditeurs augmente.

**En ce moment, les Etats occidentaux durcissent le ton en matière de répression des fraudeurs de droits d'auteurs - la loi Hadopi en France ou encore le procès Pirate Bay en Suède. Luxorr approuve-t-elle ce nouveau ton répressif ?**

Sur ce sujet, il est difficile de dire si on est pour ou contre. Il faut d'abord voir l'ensemble. La mentalité du 'Tout, tout de suite et gratuitement' est le fond du problème. Cela ne vaut pas seulement pour les informations. Si vous voulez manger sain par exemple, il faudra déboursier plus. Cela mène à une banalisation de la valeur. Nous ne voyons plus le lien entre la production et le produit fini.

**Pour les informations pourtant, on peut dire que tout au long du 16e siècle on en a produit autant que le 21e en fait en un jour. Le volume, la quantité n'influe-t-elle pas sur la qualité ?**

PHOTO: WOXX

Conservateur de valeurs:  
Romain Jeblick.

Je m'oppose formellement à une telle idée. Le volume de quelque chose ne doit pas pouvoir dévaloriser un produit. La valeur pécuniaire d'un objet se réduit bien sûr s'il est produit en série. Mais la valeur intrinsèque de ces objets ne varie pas. Et la loi est là pour protéger la propriété qu'elle soit intellectuelle ou non. Notre société fonctionne avec des règles qu'il faut respecter. Cette mentalité de pirates - comme ils s'appellent eux-mêmes - est totalement inadmissible. Si cela se faisait dans d'autres pans de notre société on commencerait bientôt par s'entretuer. Si la politique - que nous ne commentons pas - est mal perçue par le peuple, celui-ci peut parfaitement aller voter et changer de politique. Si on ne prend pas ce chemin, la porte des pires dictatures est ouverte et on se laissera aller aux extrémismes. Dans une société du savoir, il est important que tout un chacun respecte les règles. Si celles-ci ne sont pas bonnes, il faut les changer dans le texte. Si les pirates suédois fondent un parti, ce qu'ils ont déjà fait, et soumettent leurs idées à la population et que cette dernière approuve le fait qu'on vivra mieux sans règles ni lois, alors qu'on change les textes de loi. Par contre, quand les gens se mettent au-dessus de la loi, cela s'appelle une dictature et c'est un acte carrément fasciste. Prétendre d'un côté de s'impliquer dans une démarche sociale et casser les règles de l'autre est impossible. En ce qui concerne le fait de la répression même, je pense qu'on doit en arriver à ce point.

**Mais une telle répression - comme dans le cas de la France qui veut interdire d'accès à internet les usagers**

**frauduleux - n'est-elle pas impossible à réaliser dans la pratique ?**

Depuis les cinq derniers millénaires, l'humanité a évolué pour en arriver à un point où la majorité des habitants de notre planète travaillent dans la gestion des informations. Pour qu'une telle société puisse exister, il faut un respect élémentaire devant tout ce qui est produit, de même qu'il faut que ces produits aient une valeur intrinsèque et pécuniaire. Le problème est que l'humanité n'est pas habituée à une telle rapidité de l'évolution qui se passe en ce moment : la venue de l'âge digital et l'avènement de la société du savoir. C'est pourquoi je pense que l'application de ces lois ne pose pas de problème et ne doit en aucun cas en poser, car c'est sur le respect de ces lois que notre société actuelle se base et celle du futur en aura besoin aussi.

**Avec de la répression ?**

Non. Avec le savoir. Nous devons changer de méthodes et faire de la société du savoir une réalité. Car elle n'est pas encore réelle, pas assez en tout cas. Par exemple, l'internet. Si nous voulons éviter que le citoyen ne devienne transparent, nous pouvons le faire. Mais en ce moment, ce sont les usagers eux-mêmes qui se dévoilent dans les réseaux. Par contre, si quelqu'un consulte un ouvrage sur le net, il est retraceable, son acte aussi et si cette publication est payante, l'auteur est payé. C'est comme ça que les choses fonctionnent. La répression n'entre en jeu que si l'intellect capitule. Si un groupe de gens décide de transgresser ces lois, il faut leur signi-



fier que cela ne va pas et met en danger le fonctionnement de la société.

**Pourtant, la valeur même de l'information est sujette à des discussions. Le monde entier ne donne pas la même valeur à une information. L'Open Source et les licences Creative Commons sont-ils des contre-mo-  
dèles d'une société comme Luxor ?**

Autre question : Qu'y a-t-il de si fondamentalement nouveau dans les Creative Commons ou l'Open Source ? Je ne suis pas opposé à ces idées. Par contre, je regrette de ne jamais avoir été contacté par des gens qui représentent ces idées. Vous pouvez faire les mêmes choses avec nous qu'avec les Creative Commons, c'est l'avantage des licences volontaires : vous pouvez parfaitement autoriser telle ou telle structure de copier gratuitement vos textes, si vous le décidez ainsi. La seule différence entre nous et les nouvelles alternatives est que nous valorisons la valeur. Que nous rappelons que derrière ces textes, images ou autres documents il y a un auteur et qu'il faut respecter ses droits. Alors que pour les Creative Commons, c'est la gratuité qui prime sur tout. Or, une société qui met l'accent sur la gratuité de tout ne peut pas fonctionner. Ce n'est pas seulement le cas pour les informations ;

les traders et banquiers qui nous ont mis dans la crise financière étaient aussi persuadés de la gratuité de l'argent. Croire que l'argent peut venir du néant et qu'on peut le multiplier avec de l'air est dangereux. Si un jeune fait un download illégal d'une chanson de Madonna en se disant que de toute façon elle est tellement riche et que cela ne lui fera pas de mal, il faut lui expliquer que ce n'est pas seulement le problème de Madonna, mais aussi des milliers de personnes qui sont impliqués dans la fabrication de cette musique, de l'ingénieur du son à l'ouvrier dans la manufacture des CD. En téléchargeant illégalement, il atteint beaucoup plus de personnes qu'il ne le pense et ne le réalise.

**Qu'en est-il du droit de l'homme au savoir ?**

Ce droit existe. C'est ce que nous disons dans notre message Luxor: Free Access, but no Access for Free. Dire qu'il y a des millions de fois plus d'informations aujourd'hui qu'il y a cent ans et revendiquer en même temps leur gratuité est une contradiction en soi. On ne peut plus rien garantir si nous vivons dans une société qui ne respecte plus les valeurs des idées.

[www.luxor.lu](http://www.luxor.lu)